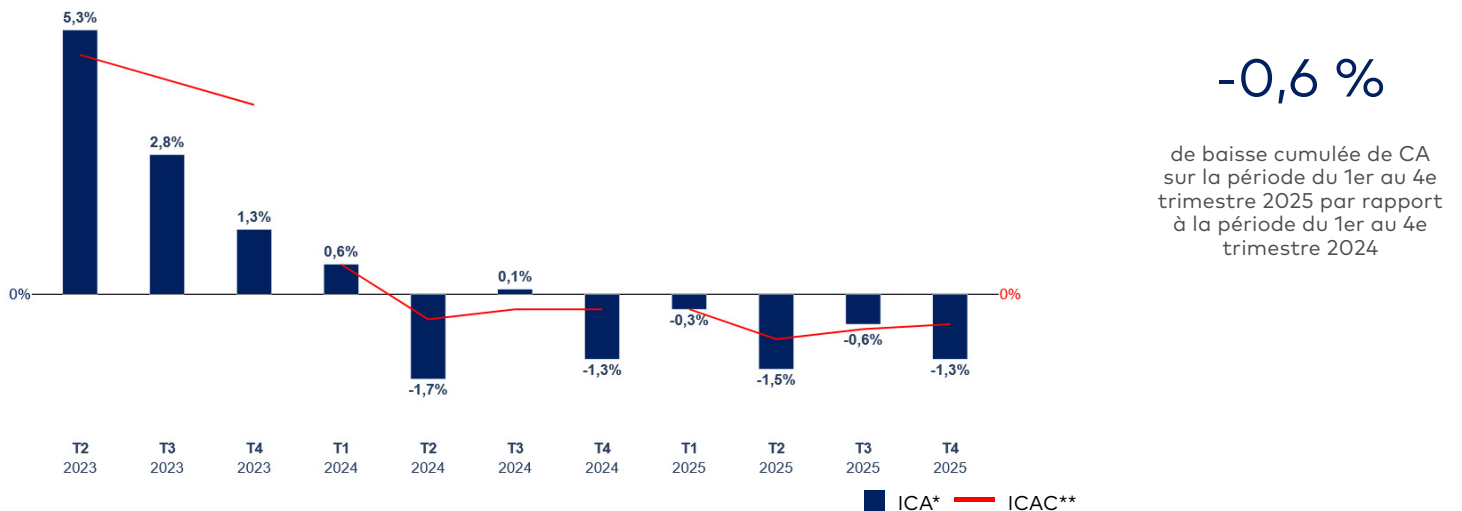


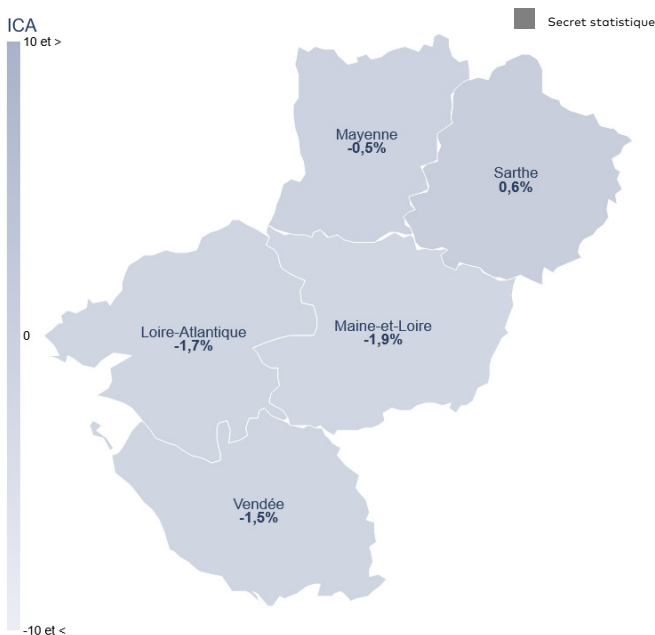
L'analyse de l'évolution trimestrielle de l'activité des TPE-PME

Au 4e trimestre 2025, l'indice de chiffre d'affaires (ICA) des 22 000 TPE-PME des Pays de la Loire de notre échantillon indique une diminution de CA de 1,3% en valeur par rapport au 4e trimestre 2024. Ce résultat est la conséquence d'une hausse lors du mois d'octobre, suivie de diminutions en novembre et en décembre. Il s'agit du cinquième trimestre consécutif de recul de l'activité pour les structures de l'échantillon. Cette performance les place au 3e rang du classement national avec un résultat supérieur de 0,8 point à la moyenne française (-2,1%). L'indice de chiffre d'affaires cumulé (ICAC) révèle, quant à lui, une baisse de CA de 0,6% en moyenne sur l'année 2025. Selon le dernier rapport Altarea, le nombre de défaillances dans les Pays de la Loire a fortement progressé de 22% au 4e trimestre 2025 en glissement annuel et de 19,7% sur l'ensemble de l'année 2025.

Il convient également de noter que les résultats présentés dans cette analyse ne sont pas corrigés de l'inflation. En moyenne sur l'année 2025, l'INSEE indique que l'indice des prix à la consommation a augmenté de 0,9%. La décélération du taux d'inflation par rapport à 2024 s'explique par le net repli des prix de l'énergie, ainsi que par le ralentissement de la hausse des prix des services, du tabac et de l'alimentation. En glissement annuel, l'indice des prix progresse de 0,8% en décembre 2025 par rapport à décembre 2024.



La carte de la région



Classement des régions selon l'ICA

Territoire	ICA (Indice de chiffre d'affaires)
La Réunion	-0,3%
Bretagne	-1,2%
Pays de la Loire	-1,3%
Centre-Val de Loire	-1,4%
Normandie	-1,5%
Auvergne-Rhône-Alpes	-1,6%
Bourgogne-Franche-Comté	-1,8%
Occitanie	-1,9%
Hauts-de-France	-2,2%
Nouvelle-Aquitaine	-2,3%
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	-2,6%
Ile-de-France	-2,7%
Grand Est	-2,9%
Corse	-3,6%

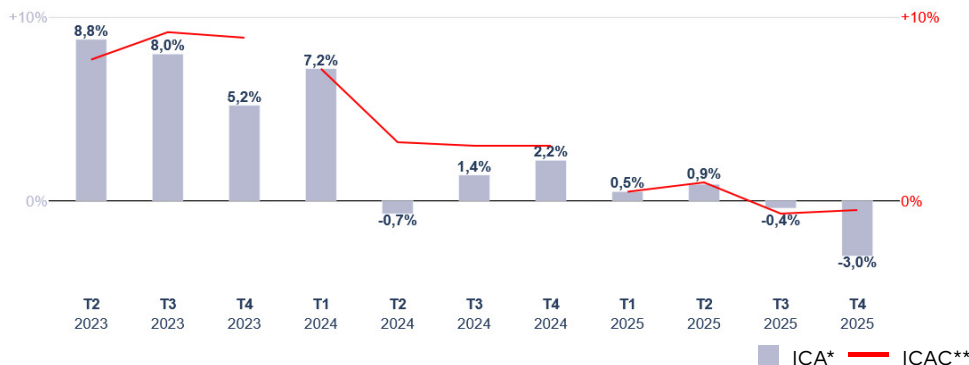
*L'indice de chiffre d'affaires (ICA) mesure l'évolution du CA moyen entre une période (ici un trimestre) et la même période de l'année précédente, avec correction des jours ouvrés. **L'indice de chiffre d'affaires cumulé (ICAC) mesure l'évolution du CA moyen de la période du 1er trimestre de l'année N au dernier trimestre présenté de l'année N, par rapport au CA moyen de la même période de l'année N-1, avec correction des jours ouvrés.

L'ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ PAR SECTEUR



Boulangerie et boulangerie-pâtisserie (10.71C)

Les TPE-PME de boulangerie-pâtisserie de notre échantillon affichent un repli de leur activité (-3% en valeur) au 4e trimestre 2025. En moyenne sur l'année 2025, elles voient leur CA rester stable (-0,5%). Les TPE-PME du secteur restent confrontées à la concurrence des grandes surfaces et à la hausse des coûts des matières premières. Toutefois, selon Fiducial, le panier moyen des boulangeries augmente en 2025, atteignant 6,33 euros contre 5,92 euros en 2024, tandis que la fréquentation gagne 11 clients journaliers. Ces progressions s'expliquent par la réduction de la part de produits peu coûteux, comme la baguette, dans les paniers des consommateurs et par la diversification de l'offre vers le snacking (quiches, salades, burgers...). En effet, selon Food Service Vision, 65% des clients achètent régulièrement du snacking salé en boulangerie. Par ailleurs, le niveau d'investissement des entreprises du secteur progresse fortement, selon Fiducial, avec une hausse de plus de 58% par rapport à 2024. Enfin, autre signal positif, les défaillances d'entreprises reculent de 5% au 4e trimestre.



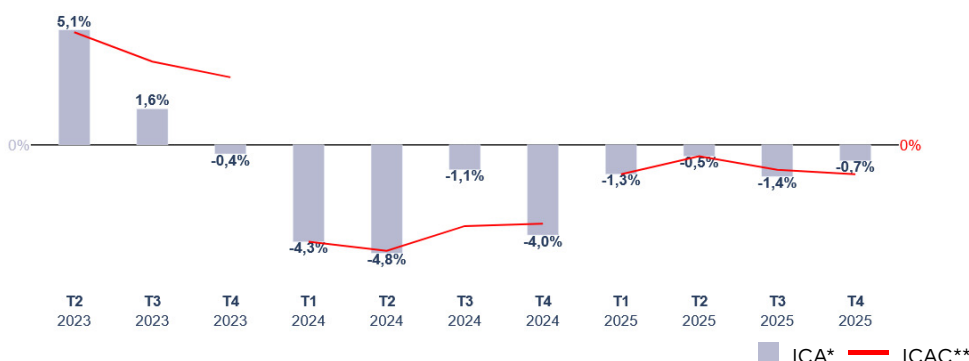
-0,5 %

de baisse cumulée de CA sur la période du 1er au 4e trimestre 2025 par rapport à la période du 1er au 4e trimestre 2024



Construction (F)

Le CA des TPE-PME de la construction de l'échantillon poursuit sa diminution avec un léger recul de 0,7% en valeur au 4e trimestre 2025. En cumulé sur l'année, les entreprises du secteur affichent une baisse de CA de 1,3%. Selon la Capeb, l'activité de l'artisanat du bâtiment poursuit son repli au 4e trimestre 2025 : -3,8% sur l'ensemble de l'année contre -2% en volume sur le 4e trimestre 2025. Cette évolution est principalement due à la dégradation progressive de la construction neuve : -7% sur l'année 2025 et -3% en glissement annuel au 4e trimestre 2025. De même, l'entretien-amélioration recule à nouveau à 1,5% au 4e trimestre 2025, pour une baisse annuelle de 1,6%. Toutefois, selon le bilan 2025 et les prévisions 2026 de la FFB, le volume d'activité du bâtiment afficherait une modeste hausse de 1,8% en 2026 grâce au redressement transitoire du logement neuf et à la progression des mises en chantier observée en 2025 (+8,4%). Le non-résidentiel neuf, quant à lui, a encore reculé de 6,6% en 2025 et stagnera en 2026 (+0,5%).



-1,3 %

de baisse cumulée de CA sur la période du 1er au 4e trimestre 2025 par rapport à la période du 1er au 4e trimestre 2024



Travaux de maçonnerie générale et gros oeuvre de bâtiment (43.99C)

Les difficultés persistent pour les entreprises de maçonnerie de l'échantillon avec un repli de 1,6% en valeur lors du 4e trimestre 2025 comparativement au 4e trimestre 2024. En cumulé sur l'année 2025, la baisse de l'activité atteint 0,8%. Selon la Capeb, la maçonnerie enregistre la baisse de volume d'activité la moins marquée des différents corps de métier sur le 4e trimestre 2025 : -1,5% après -4% au trimestre précédent. Selon le bilan Altares sur les défaillances de l'année 2025, les entreprises du gros oeuvre affichent une baisse du taux de défaillance de 5,4% sur un an.



-0,8 %

de baisse cumulée de CA sur la période du 1er au 4e trimestre 2025 par rapport à la période du 1er au 4e trimestre 2024



Entretien et réparation de véhicules automobiles légers (45.20A)

Les TPE-PME d'entretien et réparation de véhicules automobiles légers de l'échantillon voient leur CA légèrement progresser: +0,9% en valeur par rapport au 4e trimestre 2024. En moyenne sur l'année 2025, elles affichent toutefois un repli de 1,6%. Selon l'organisme professionnel SRA, le coût moyen des réparations de collision augmente de 5,9% sur un an, les pièces constituant la principale composante (52,1%), suivies par la main-d'œuvre (37,4%) et la peinture (10,5%). En effet, les tarifs bruts des pièces de rechange progressent de 5,17% sur douze mois glissants et les taux horaires de main-d'œuvre continuent d'augmenter, avec une moyenne nationale en hausse de 4,6% sur un an. Dans ce contexte, le recours aux pièces issues du réemploi continue de se développer : en 2025, 20,9% des rapports d'expertise en intègrent au moins une, contre 17,3% en 2024. Par ailleurs, les défaillances d'entreprises du secteur augmentent de nouveau de 8% au 4e trimestre 2025, selon Altares.



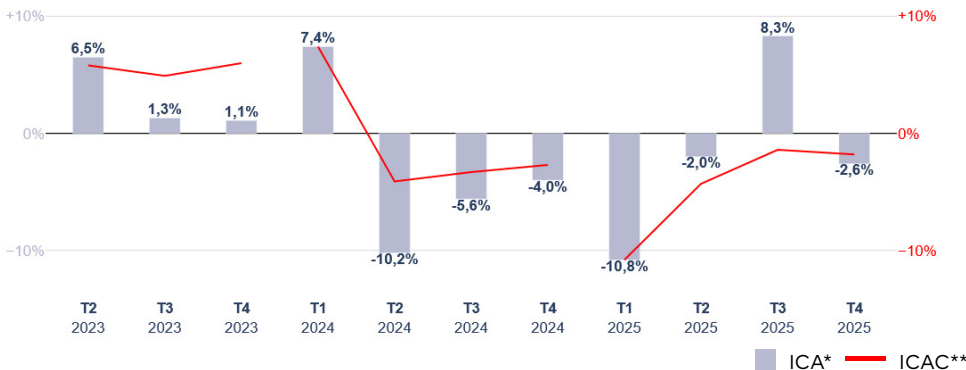
-1,6 %

de baisse cumulée de CA sur la période du 1er au 4e trimestre 2025 par rapport à la période du 1er au 4e trimestre 2024



Commerce de détail de viandes et de produits à base de viande en magasin spécialisé (47.22Z)

Après la forte hausse du précédent trimestre, les commerces de détail de viandes de notre échantillon voient leur chiffre d'affaires diminuer de 2,6% en valeur au 4e trimestre 2025 en glissement annuel. Sur l'ensemble de l'année, l'activité des TPE-PME recule de 1,8%. Selon la Confédération Française de la Boucherie, Boucherie-Charcuterie, Traiteurs (CFBCT), les boucheries et charcuteries artisanales ont pu résister en 2025 malgré la hausse continue des prix, la pression sur le pouvoir d'achat des consommateurs et la diminution de production de viande. En effet, selon l'Institut de l'élevage (Idele), la production française de « bovins finis » a reculé de 2,6% en 2025 par rapport à 2024. Une baisse plus modérée (-0,7%) est attendue en 2026. Bien que les fêtes de fin d'année 2025 aient porté l'activité des boucheries, le secteur reste soumis à plusieurs contraintes : les incertitudes économiques, la situation sanitaire dans les élevages ainsi que l'éventuelle ratification de l'accord Mercosur qui présenterait des risques de forte concurrence.



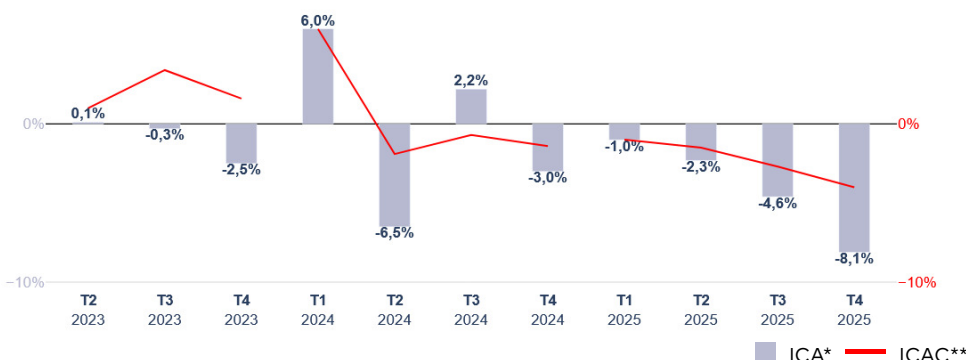
-1,8 %

de baisse cumulée de CA sur la période du 1er au 4e trimestre 2025 par rapport à la période du 1er au 4e trimestre 2024



Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé (47.71Z)

Le CA des TPE-PME du commerce de détail d'habillement de l'échantillon se replie de 8,1% au 4e trimestre 2025. En cumulé sur l'ensemble de l'année, les entreprises du secteur enregistrent un recul d'activité de 4%. Selon le Panel « Retail Int. » pour l'Alliance du Commerce, le chiffre d'affaires de l'habillement en magasin recule de 4,5% en décembre 2025 par rapport à décembre 2024. Cette évolution touche l'ensemble des canaux physiques : les points de vente situés en centre-ville (-3,9%), ceux implantés dans les zones commerciales (-3,7%) et les centres commerciaux (-6,4%). Toutefois, les ventes d'habillement en ligne ont affiché une hausse de 0,8% sur les sept premiers mois de 2025. En effet, les achats sur internet représentent 30,7% des achats d'habillement en valeur. De plus, la seconde main s'impose et représente 18% des achats de mode en ligne en France, portée par la plateforme Vinted, selon l'Institut Français de la Mode et la FEVAD. Selon Altares, le taux de défaillance des entreprises du secteur en France a enregistré une baisse de 6% sur l'année 2025.



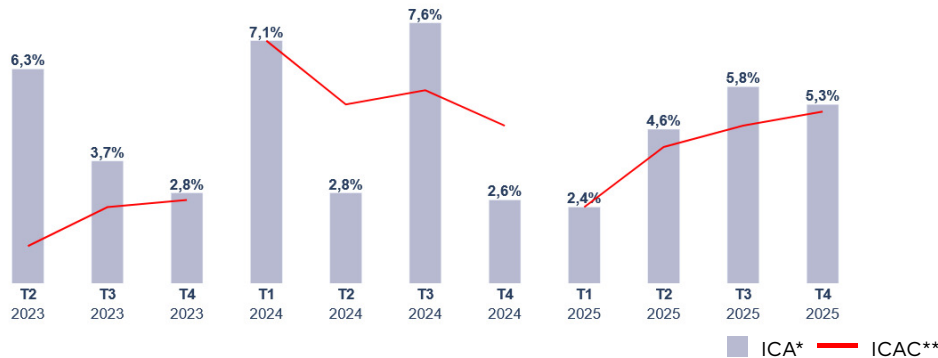
-4 %

de baisse cumulée de CA sur la période du 1er au 4e trimestre 2025 par rapport à la période du 1er au 4e trimestre 2024



Commerce de détail de produits pharmaceutiques en magasin spécialisé (47.73Z)

Les pharmacies de l'échantillon affichent un nouveau trimestre de croissance : +5,3% en valeur lors du 4e trimestre 2025. En moyenne sur l'année, leur CA a augmenté de 5,1%. Selon l'Observatoire de l'économie de l'officine, la marge dégressive lissée augmente de 4,2% au 1er semestre 2025, portée par les médicaments chers, tandis que les honoraires reculent sous l'effet de la contraction des volumes, tant à la boîte (-1,5%) que sur les ordonnances comportant des médicaments dits spécifiques (-2,2%). Dans le même temps, les nouvelles missions hors Covid-19 poursuivent leur essor (+4,5%), notamment le développement des rappels vaccinaux et des tests rapides d'orientation diagnostique réalisés en officine. Toutefois, la forte augmentation des charges salariales pèse sur les pharmacies, la revalorisation du point officinal et la nouvelle grille des salaires générant à elles seules 160 millions d'euros de coûts additionnels.



+5,1 %

de hausse cumulée de CA sur la période du 1er au 4e trimestre 2025 par rapport à la période du 1er au 4e trimestre 2024



Commerces de détail d'optique (47.78A)

Les opticiens de notre échantillon voient leur CA quasiment stagner au 4e trimestre 2025 en glissement annuel (+0,3% en valeur). En moyenne sur l'année 2025, ils affichent toutefois une progression d'activité (+2,5%). Selon le Rassemblement des opticiens de France, le secteur de l'optique continue de bénéficier du vieillissement de la population et de la progression de la myopie liée aux usages numériques, favorisant l'arrivée de nouveaux porteurs (+7% en 2025). Les dépenses d'optique restent ainsi soutenues par les besoins médicaux, mais aussi par l'innovation (verres techniques...). Par ailleurs, 90% des porteurs ont acheté leur dernière paire de lunettes entre 2021 et 2025, contribuant à stabiliser la demande et à fidéliser la clientèle. Toutefois, dans un contexte de tensions sur le pouvoir d'achat, près d'un porteur sur deux retarde l'achat de lunettes en raison d'un remboursement jugé insuffisant. Enfin, le secteur connaît une forte hausse des défaillances d'entreprises (+28% au 4e trimestre 2025) selon Altarea.



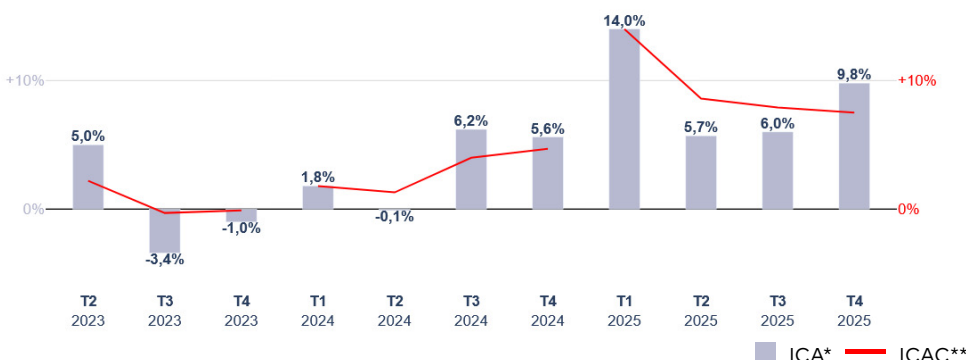
+2,5 %

de hausse cumulée de CA sur la période du 1er au 4e trimestre 2025 par rapport à la période du 1er au 4e trimestre 2024



Transports routiers de fret interurbains (49.41A)

Nouveau trimestre de progression de chiffre d'affaires pour les TPE-PME des transports routiers de fret interurbains de notre échantillon : +9,8% en valeur au 4e trimestre 2025. En moyenne sur l'année, les entreprises du secteur voient leur activité croître de 7,5%. Selon la Fédération nationale du transport routier (FNTR), l'activité du secteur progresse légèrement au 4e trimestre 2025, tout en demeurant nettement en deçà de sa moyenne de long terme. Après plusieurs trimestres de repli, les investissements amorcent un léger redressement, mais restent exclusivement orientés vers le renouvellement du parc de véhicules, sans extension des capacités. En matière d'emploi, la FNTR observe une poursuite de la hausse des effectifs de conducteurs, traduisant un ajustement progressif du marché du travail, tandis que les difficultés de recrutement s'atténuent. Enfin, autre signal encourageant pour le secteur, les défaillances d'entreprises des transports de fret de proximité reculent de 15% au 4e trimestre 2025, selon le cabinet Altarea.



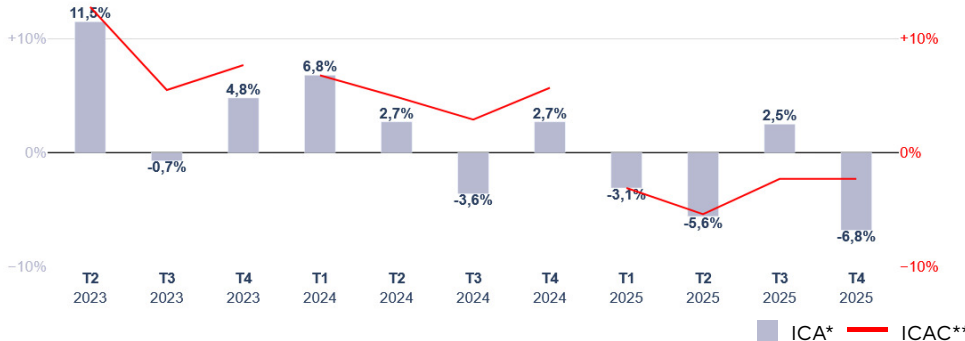
+7,5 %

de hausse cumulée de CA sur la période du 1er au 4e trimestre 2025 par rapport à la période du 1er au 4e trimestre 2024



Hôtels et hébergement similaire (55.10Z)

Les hôtels de notre échantillon enregistrent une baisse de CA de 6,8% sur le 4e trimestre 2025. En cumulé sur l'année 2025, leur CA recule de 2,3%. Toutefois, en 2025, le taux d'occupation moyen dans l'hébergement marchand a augmenté de 0,8% par rapport à 2024, atteignant 66,5%, selon MKG, avec une progression du RevPAR (Revenu par chambre) de 1,4%, tandis que le prix moyen par chambre est resté stable (+0,1%). De leur côté, l'hôtellerie haut de gamme et celle internationale ont affiché une meilleure performance, avec un RevPAR moyen en hausse de 5,6%. En effet, la clientèle domestique, qui représente près de 70% des nuitées hôtelières, a affiché un comportement prudent en 2025, avec des arbitrages budgétaires plus stricts et une préférence pour des séjours plus courts. En 2025, certaines régions touristiques ont affiché une attractivité soutenue comme Paris ou PACA. En revanche, certaines métropoles situées en dehors des zones touristiques phares ont enregistré une activité plus modeste, surtout sur le segment affaires, affecté par une demande moins dynamique.



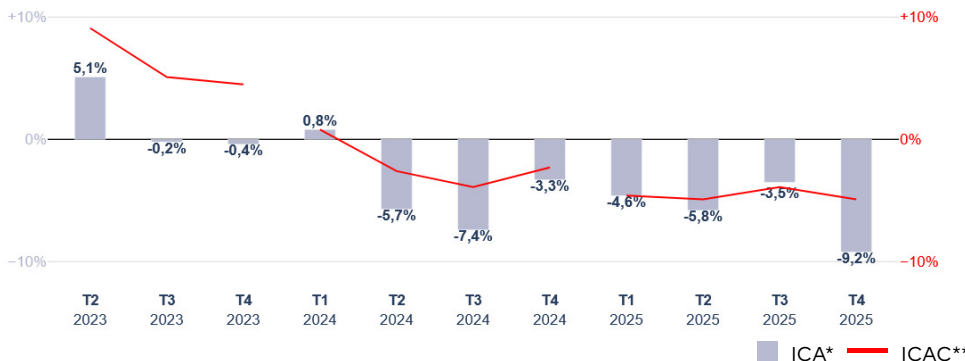
-2,3 %

de baisse cumulée de CA sur la période du 1er au 4e trimestre 2025 par rapport à la période du 1er au 4e trimestre 2024



Restauration traditionnelle (56.10A)

Les restaurants traditionnels de l'échantillon voient leur activité poursuivre son recul : -9,2% au 4e trimestre 2025 en glissement annuel. Sur l'ensemble de l'année, ils affichent une baisse de CA de 4,9%. Selon Altares, le taux de défaillance des restaurants traditionnels en France a augmenté de 7% sur le 4e trimestre 2025 dans un contexte économique incertain. L'inflation persistante a entraîné une hausse significative des coûts (énergie, loyer, salaires), mettant sous pression la marge des restaurants, notamment celle des petites structures. En effet, la rentabilité moyenne du secteur a chuté de 7% en un an, d'après le cabinet d'études Gira, spécialisé dans les études sur la restauration. Parallèlement, l'érosion du pouvoir d'achat des ménages a modifié les habitudes de consommation, réduisant la fréquentation des restaurants et favorisant des choix plus économiques (restaurant rapide, boulangerie, etc.). Les restaurants doivent miser sur l'innovation technologique, le bien-être des salariés et les expériences clients personnalisées pour assurer un modèle économique plus durable.



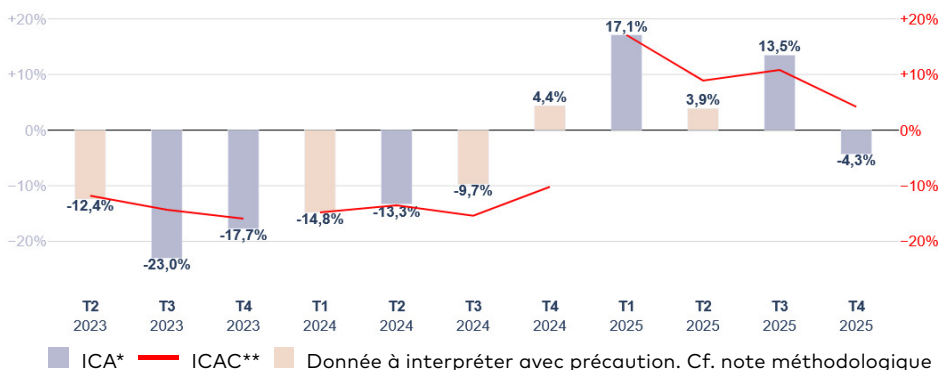
-4,9 %

de baisse cumulée de CA sur la période du 1er au 4e trimestre 2025 par rapport à la période du 1er au 4e trimestre 2024



Agences immobilières (68.31Z)

Les agences immobilières de l'échantillon voient leur activité reculer lors du 4e trimestre 2025 : -4,3% en valeur comparative au 4e trimestre 2024. En moyenne sur 2025, le CA progresse toutefois de 4,2%. Selon Meilleurtaux, le marché immobilier connaît une reprise en 2025, avec une hausse de plus de 10% des transactions par rapport à 2024, soutenue par la primo-accession et la stabilisation des prix. En effet, selon Empruntis, les prix de l'ancien affichent une quasi-stabilité (+1,5%), après -4% en 2024. Dans le même temps, les taux immobiliers moyens se maintiennent autour de 3,1% et, selon la Banque de France, la production de crédits à l'habitat augmente fortement (+35%). Autre signal positif, les défaillances d'entreprises des agences reculent de 16% au 4e trimestre 2025, selon Altares. Toutefois, les ventes de logements neufs chutent de 14%, pénalisées par la fin de la loi Pinel et des coûts de construction élevés. Quant au marché locatif, il reste sous tension, avec une baisse de 10% de l'offre en 2025, selon l'Observatoire immobilier Bien'ici.



+4,2 %

de hausse cumulée de CA sur la période du 1er au 4e trimestre 2025 par rapport à la période du 1er au 4e trimestre 2024

SOURCES & MÉTHODOLOGIE

Les données proviennent de la base de données Statexpert, construite à partir des télédéclarations sociales et fiscales réalisées par les experts-comptables pour le compte de leurs clients, les TPE-PME. Les données présentées ici sont issues des informations provenant des déclarations mensuelles et trimestrielles de TVA (EDI-TVA). Il s'agit du chiffre d'affaires (CA) déclaré par les entreprises sur les déclarations de TVA des périodes concernées.

Les données trimestrielles sont basées sur un échantillon d'environ 22 000 entreprises au niveau régional. Les données ont été calculées sur un périmètre d'entreprises présentes lors d'une période analysée et lors de la même période de l'année précédente, qui n'ont pas changé de code NAF et dont l'établissement principal n'a pas changé de département entre ces deux périodes. Les évolutions sont calculées en glissement annuel (une période par rapport à la même période de l'année précédente) et corrigées des jours ouvrés.

Les entreprises dont le CA mensuel ou trimestriel dépasse 3 fois l'écart-type du CA mensuel ou trimestriel moyen des entreprises du même secteur d'activité (niveau 1 - sections) ont été écartées de l'analyse. Les entreprises réalisant un chiffre d'affaires annuel supérieur à 50 millions d'euros sont également écartées de l'échantillon analysé.

Afin de prendre en compte encore plus finement les impacts de la crise sanitaire, les mesures de restriction et le confinement, certains filtres ont pu être désactivés, notamment ceux excluant les entreprises dont le CA était à 0 sur les périodes analysées ou cumulant au moins la moitié de leurs déclarations à 0 sur la dernière année. Certaines déclarations à néant, notamment celles réalisées lors du mois de juillet ont pu être prises en compte afin de rendre compte de la réalité de l'activité des entreprises.

L'indice de chiffre d'affaires (ICA) mesure l'évolution du CA moyen entre une période (ici un trimestre) et la même période de l'année précédente, avec correction des jours ouvrés. L'ICA est affiché dans les cartes et graphiques en pourcentage.

Effet de base : un effet de base peut survenir lorsque l'évolution d'une variable entre N et N-1 varie non pas en raison d'une variation du niveau de la variable entre ces deux dates, mais principalement en raison de l'évolution antérieure (entre N-1 et N-2). À titre d'exemple, si une entreprise a subi une forte baisse d'activité entre N-1 et N-2, alors il y a plus de chance que l'évolution soit positive entre N et N-1.

L'indice de chiffre d'affaires cumulé (ICAC) mesure l'évolution du CA moyen de la période du 1er trimestre de l'année N au dernier trimestre présenté de l'année N, par rapport au CA moyen de la même période de l'année N-1, avec correction des jours ouvrés. L'ICAC est affiché en évolution en % dans les graphiques.

Les secteurs correspondent à la nomenclature d'activités française - NAF rév. 2, 2008 (édition 2015)

- Niveau 1 (sections), soit 21 secteurs.
- Niveau 5 (sous-classes), soit 732 secteurs.

Pour en savoir plus sur l'actualité et les spécificités économiques, financières, juridiques, comptables, fiscales et sociales, consultez les analyses sectorielles sur <https://www.experts-comptables.fr/> et <https://bibliordre.com/bibliordre>; retrouvez les indicateurs sur tous les secteurs d'activité sur www.imagepme.fr / Rubrique Données.

Infographie réalisée par :

